

Cahiers de

L'humanisme libertaire

REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Avril 1965 — Nouvelle série - N° 111 — ABONNEMENT ANNUEL : 8 F — LE NUMERO : 0,70 F

LE SOCIAL

Que l'individu soit le but de l'organisation sociale, et quand nous disons l'individu, nous signifions son bonheur, sa liberté, son bien-être, le respect (par lui-même en premier lieu) de sa dignité, c'est un postulat qui est vivant dans la pensée libertaire, dans la pensée libérale du dix-huitième et du dix-neuvième siècles, et si nous étions assez impartiaux pour étudier l'histoire avec une volonté de vérité qui nous manque le plus souvent autant qu'aux autres, nous retrouverions ce désir chez les auteurs de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et chez la plupart des philosophes grecs ainsi que dans la pratique de la vie qui a caractérisé la période hellénistique et préhellénistique. Rien de nouveau, du moins essentiellement, sous le soleil.

Mais il ne suffit pas de ressasser continuellement que l'individu a des droits. Il faudrait aussi admettre, et dire, qu'il a des devoirs. La fameuse devise « pas de droits sans devoirs, pas de devoirs sans droits » est et sera toujours valable pour tous. Et le plus souvent ceux qui proclament la suprématie de l'individu, ou sa priorité, oublient ce simple « détail » que sans conscience des responsabilités de chacun envers autrui, toute société s'effondre, et le bonheur, la liberté, la dignité, le bien-être de l'individu avec.

Entre ces satisfactions, ou si l'on veut, ces droits de l'individu et la vie sociale dont dépend la vie individuelle, il n'y a pas de commune mesure. Nous ne nous lasserons pas de répéter, après tant d'autres, qu'en dehors de la société l'individu n'est pas. Le plus exaspéré des individualistes peut mourir, la société continuera. Le problème le plus important est donc, pour nous, de nous occuper du social, de résoudre le social, au bénéfice de tous les individus, cela va de soi. (Mais tous les individus réunis, cela ne compose-t-il pas une société ?) Et nous occuper du social, c'est nous occuper d'économie, de production, de céréales, de légumes et de fruits, d'élevage, de bétail, de distribution, de moyens de transport, de chemins de fer et de camions, de charbon et de pétrole, d'organisation d'écoles et d'universités, de pédagogie, de fabrication de vêtements, de rapports internationaux, de navigation et de navires sillonnant les océans, de ports et d'entrepôts, etc., etc.

C'est aussi nous occuper d'éthique, de normes de comportements interindividuels et collectifs sans lesquels aucune collectivité n'est possible ; de sociabilité, de solidarité active et pratique, de bonté militante, d'art et d'esthétique, de tout ce qui compose non pas des individus isolés ne suffisant à eux-mêmes, mais une société humaine au

CONFÉRENCE DE GASTON LEVAL

Le Groupe Humaniste Libertaire organise, pour le vendredi 14 mai à 20 h 30, salle G. de la Mutualité, 24, rue St-Victor, une conférence publique et contradictoire de Gaston Leval sur le sujet suivant :

LE CHEMIN DU SOCIALISME AVEC MARX OU BAKOUNINE ?

Nous prions nos amis de retenir cette date et de faire leur possible pour attirer le plus grand nombre possible d'auditeurs.

MERVEILLES DES NATIONALISATIONS

Ceux qui n'ont pas l'esprit ankylosé par des sujets de propagande socialiste ou syndicaliste remontant à cinquante ans et plus, savent que le fait social le plus important, quant à la structure économique de la France, est la lutte entre le capitalisme d'Etat et le capitalisme privé. Et que le premier avance à pas de géant sur le deuxième. L'Etat est, aujourd'hui, propriétaire ou actionnaire de 416 entreprises comprenant les éléments les plus importants de l'infrastructure industrielle : en particulier pétrole, charbon, énergie, sous ses diverses formes, moyens de transport et de communications, certains ports. Les nationalisations poussées à fond comme conséquence du programme de la Résistance, et particulièrement sous l'influence des socialistes, des communistes et des syndicats ouvriers, ont contribué et contribuent à cette évolution rapide, qui menace l'avenir et l'économie française, et les conditions d'existence même de la population.

Nous avons déjà insisté sur le fait que les nationalisations, qui ne sont que de l'étatisation, sont en train de coûter cher à cette population — moins à ceux qui en bénéficient dans chaque branche nationalisée —

sens élevé et véritable de l'humanité et de l'humanisme.

Telle est la raison pour laquelle nous donnons la priorité au social, dans le sens qui vient d'être défini. Nos colonnes sont ouvertes à qui voudra en discuter.

Sous prétexte d'exproprier le capitalisme privé, on organise les choses d'une façon plus désastreuse qu'auparavant, et si toute l'industrie était nationalisée, ce serait la banqueroute à court terme. Mais, comme toujours dans l'histoire, l'Etat a des recours que n'a pas l'industrie privée : il peut boucher les trous des déficits par des subventions que paient les contribuables, c'est-à-dire que nous payons, sans qu'il nous soit possible de mettre un frein au désordre organisé dans chacune des branches intéressées. A ce sujet, le rapport qui vient d'être publié par la Commission de vérification des Entreprises nationalisées mérite qu'on l'examine quelque peu.

Le déficit de la S.N.C.F. grandit rapidement, comme un enfant qui se porte bien. Il fut de 91,05 millions de francs (nouveaux) en 1961, puis fit un bond champion à 305,51 millions, toujours de nouveaux francs, en 1962 ; continuant sur sa lancée, il atteignit 614,12 millions en 1963, et selon les prévisions actuelles il atteindra le milliard pour l'exercice vérifié de 1964. Nous ne pensons pas que l'on doublera cette somme en 1965, mais il ne faut jurer de rien.

Parmi les explications qui sont données, nous retiendrons les plus importantes. En 1962, sur 579 millions de voyageurs, 142 millions seulement ont payé le tarif plein. A peine le quart. Les recettes intégrales ayant été de 2 085 millions, ce quart de Letondus a versé 1 088 millions. Les trois quarts ont versé le reste.

Car en France, on a le génie de la mendicité, l'habitude de solliciter, d'exiger même des exemptions pour tout et pour tous. Ne vous est-il pas arrivé, en présentant votre billet au contrôleur du chemin de fer, de constater que vous étiez le seul du wagon à avoir payé le prix du voyage ? On n'en est pas plus fier pour cela !

Bénéficient des exemptions d'abord le personnel ferroviaire, ce qui à la rigueur, et pour les moins bien payés, pourrait s'admettre. Mais derrière le bénéficiaire il y a sa famille : femme, enfants, beaux-pères, belles-mères et grands-parents. Il est vrai que ces derniers n'ont droit qu'à un voyage par an, mais si l'on compte environ 350 000 employés, cela en fait des millions de voyageurs à la fin de l'année !

Voici une liste, nullement exhaustive qui donnera une idée plus complète des raisons du déficit : tous les parlementaires voyagent en première classe, gratuitement ; les militaires ont 75 % de réduction, les préfets, les sous-préfets, les ingénieurs des mines et des ponts et chaussées ont des cartes hebdomadaires dont le prix représente le coût d'un voyage et demi ; les médecins S.N.C.F. et leur famille ont un titre de 1^{re} classe ; les officiers commandant des ports, aussi. Un commandant qui gagne environ 400 000 A.F. par mois, nous écrit un correspondant, va de la Rochelle à Paris pour 1 690 A.F. alors que le vieux travailleur auquel on donne généreusement une retraite de 15 000 A.F. paye 4 410 A.F. pour le même voyage, en deuxième classe.

Renseignements complémentaires : le parc de wagons qui s'élevait à 370 000 unités en 1952, est en 1964 tombé à 300 000 unités dont 30 pour cent ont plus de 40 ans, et 58 % sont de conception technique remontant à 1914...

Pourtant, comme il n'y a pas d'aller et retour (ce qui existait pour tout le monde avant que les chemins de fer soient nationalisés), les tarifs français se situent au-dessus des tarifs européens moyens. Ce qui ne se justifie pas, car on comprend que les chemins de fer de Suisse ou d'Espagne

soient plus chers étant donné que dans les pays très montagneux le prix d'exploitation ferroviaire est forcément plus élevé que dans les pays qui le sont moins.

En ce qui concerne la R.A.T.P., les syndicats ouvriers (il y en a pas loin de vingt) sont aussi de fervents partisans de la nationalisation. Nous avons des raisons pour l'être moins qu'eux. On prévoit pour cette année que le déficit à couvrir sera de 640 millions de nouveaux francs. Ajoutons que pour les Charbonnages de France le déficit pour 1963 a été de 890 millions, soit 89 milliards d'anciens francs, ajoutons encore, pour compléter le tableau, l'accroissement des effectifs du personnel des Assurances sociales, le déficit de la Compagnie générale transatlantique, elle aussi nationalisée, (64 millions de nouveaux francs) celui de la Compagnie des Chargeurs réunis... Et tout le reste.

Les subventions prévues au budget de 1965 s'élèvent en tout à 4 500 000 000 de N.F., soit 450 milliards d'anciens francs : beaucoup plus que ce que coûtait par an la guerre d'Algérie.

Eh bien, disons-le nettement : nous préférons que tout cela fût resté aux mains des compagnies privées. Nous ne voyons pas ce que la population française a gagné à ce changement. Certes, il est vrai que certains salariés, de ceux qui par le truchement de salariés syndiqués se montrent partisans acharnés des nationalisations — quittes à se plaindre ensuite de l'Etat-patron maintiennent dur comme fer leur volonté de nationalisations. Toujours est-il qu'il y a les autres salariés, qui paient les impôts pour eux, ou pour les entreprises avec lesquelles ils sont solidaires ; les salariés des entreprises privées qui soutiennent ceux des entreprises publiques, ce qui fait que tout est faussé dans les rapports entre travailleurs. Et que les « serviteurs de l'Etat » sont, consciemment ou non, un peu les exploités de ceux qui sont en dehors de l'Etat.

Qu'est-ce que cela a à voir avec le socialisme, ou la socialisation ?

il considère que la nouvelle génération fait un bien meilleur accueil à l'Eglise qu'il y a 10, 20 ou 30 ans.

Personnellement, ces estimations sont loin de me surprendre. Il est certain que l'Eglise fait de gros efforts pour intéresser les « milieux jeunes » qui trouvent en son sein une assez large variété d'associations culturelles ou de loisirs. Ces associations ont en général une forte dynamique, les jeunes y trouvent un certain mélange de traditions et de modernisme qui les incite à s'intéresser aux problèmes contemporains, qu'ils soient économiques, sociaux ou politiques. Leur position entre « tradition et modernisme » les oblige à remettre tout en question pour trouver leur voie personnelle. Ils se livrent à une sorte d'auto-éducation permanente sous la surveillance de l'Eglise qui leur sert de base de départ et de refuge quand les problèmes soulevés les troublent trop. *Ils évoluent dans la sécurité*, d'où l'attrait pour une large fraction de la jeunesse qui de nos jours n'est pas révoltée, mais qui est tout de même consciente des problèmes posés par la société contemporaine. Plus tard ces jeunes s'occupent activement de syndicats, d'associations familiales, de groupements à buts économiques ou culturels.

Le militant libertaire qui œuvre dans « le social » les rencontre partout ; ils militent sur le même terrain que lui, dans des formes assez semblables malgré des objectifs différents. Les jeunes trouvent dans ces associations à la fois la sécurité, une communauté de vie, des camarades garçons et filles, des buts pour lesquels ils peuvent se dépenser et qui leur ouvrent des horizons très vastes tout en leur donnant des possibilités d'action personnelle directe dans la responsabilité.

L'Eglise catholique (tout comme l'Eglise communiste) a souvent bien des ennuis avec ses jeunes qui sont plus libéraux que les églises mères. Dans *Combat* du 31-3, je lis que la « jeunesse étudiante chrétienne » et que la « jeunesse étudiante chrétienne féminine » sont sommées par le Conseil permanent de l'Episcopat français de ne se consacrer uniquement qu'à des tâches n'ayant aucun rapport direct avec le domaine temporel. Et on précise : « ceux des dirigeants qui ont donné à ces questions (nature et options fondamentales des mouvements) une réponse négative ont manifesté à l'évidence qu'ils ne sont plus habilités à porter la responsabilité de ces mouvements d'action catholique ». L'Eglise exige qu'ils se soumettent, mais ces batailles avec la hiérarchie ne sont pas pour déplaire aux jeunes.

Tout ce qui précède n'est pas écrit pour faire l'apologie de la jeunesse chrétienne, mais il m'a semblé que les éléments qui créent un tel état d'esprit dans une fraction importante de la jeunesse doivent être connus. « Connaître pour construire », tel était le titre d'une excellente brochure que j'ai lue dans ma jeunesse au « Mouvement de l'enfance ouvrière », pas du tout catholique celle-là. Vous voyez bien que la formation reçue dans la première partie de l'existence laisse des traces profondes, et que l'essor de cette jeunesse chrétienne ne peut nous laisser indifférents, pas plus que l'essor de la jeunesse tout court.

LA JEUNESSE CHRÉTIENNE

Jacques BOUYÉ

Nous pensons que cet article de notre ami Bouyé est utile à un double point de vue. D'une part il complète celui de Jean Meysonnier sur le problème de la jeunesse, d'autre part en nous montrant ce que fait, si intelligemment et si efficacement l'Eglise, il offre à tous les secteurs non religieux, un exemple qu'ils feraient bien de suivre, et que nous suivrions les premiers si nous étions assez nombreux pour le faire.

Enfin, les données sur le comportement religieux confirment ce que nous avons dit en d'autres occasions sur l'importance de ce problème devant lequel les non croyants s'obstinent à pratiquer la politique de l'autruche, ce qui, complété par la passivité sociale que nous déplorons, ne nous promet pas des lendemains qui enchantent. (N. de la R.)

Nous oscillons trop souvent dans nos milieux entre un pessimisme ou un optimisme exagérés pour ce qui est de l'influence de l'Eglise sur nos contemporains. Chacun vit dans sa sphère et a tendance à généraliser ce qu'il constate directement : d'où des appréciations contradictoires suivant la nature de l'entourage de chacun.

Dimanche, le 14 février passé à 22 h 30, j'ai eu

la surprise d'entendre au cours de l'émission « La porte ouverte », sur l'antenne de « Radio-Luxembourg », un prêtre communiquer les résultats d'une enquête qu'il avait fait mener chez des jeunes. Je vous en reproduis l'essentiel à toutes fins utiles.

Un échantillonnage de 1 520 jeunes de 14 à 20 ans a été pris, en tenant compte des particularités géographiques et sociales pour donner une image assez exacte de la France entière (dosage des campagnes, bourgs, villes, agglomérations, classes sociales, étudiants, jeunes au travail ou apprentis, garçons et filles).

Sur ces 1 520 jeunes :
95 % sont baptisés (dont 2 % de protestants) ;
84 % se disent catholiques ;
83 % ont fait leur première communion ;
80 % disent croire en Dieu ;
51 % croient aux phénomènes surnaturels (enfer, paradis).

Parmi les 84 % se disant catholiques :
41 % vont à la messe une fois par semaine ;
41 % prient une fois par semaine ;
31 % prient plusieurs fois par semaine ;
38 % pratiquent par conviction.
92 % de tous les jeunes interrogés envisagent le mariage à l'Eglise.

Le prêtre qui fit mener l'enquête s'avouait lui-même surpris par des résultats aussi favorables, et

CONFERENCE RECOMMANDEE

L'Union des Syndicalistes et La Révolution prolétarienne ont organisé, pour le samedi 15 mai, à 15 heures, salle Neumeyer, 78, rue de l'Université, une Conférence-Débat. Notre ami Nicolas Faucier parlera sur LA PRESSE QUOTIDIENNE, CEUX QUI LA FONT, CEUX QUI L'INSPIRENT.

Nous recommandons à nos amis d'y assister.

FAUT-IL DÉSESPÉRER DE LA JEUNESSE ?

Jean MEYSONNIER

De toutes les sciences que l'homme peut et doit savoir, la principale, c'est la science de vivre de manière à faire le moins de mal et le plus de bien possible.

L. Tolstoï

(Lettre à Romain-Rolland, 1887)

Il ne saurait être dans nos intentions de dresser ici le procès de l'entière jeunesse. Nous savons bien qu'il existe des jeunes témoignant d'une conduite plus véritablement humaniste que leurs aînés, et nous n'ignorons pas que certains n'hésitent pas à faire le sacrifice de leur aisance matérielle et de leur liberté en œuvrant pour l'avènement d'un monde meilleur et plus juste. Ce n'est pas de cette jeunesse-là que nous parlerons, pas plus que de celle qui prend l'aspect des blousons noirs ou dorés. Entre les deux, s'en situe une autre, numériquement bien plus importante. C'est à cette dernière que nous consacrerons notre modeste étude, en nous demandant si nous pouvons découvrir en elle cet appétit de liberté, ce courage intellectuel et cette soif d'idéal qui pourraient en faire un inestimable facteur de progrès.

**

« Voyez les jeunes d'aujourd'hui, disent certains. Ils se révoltent — aveuglément, certes — mais se révoltent néanmoins contre un ordre établi qui ne peut satisfaire leur individualité et leur amour de la liberté. Cet anticonformisme n'est-il pas sympathique et ne laisse-t-il pas beaucoup espérer de ces générations qui sont la honte de nos bons bourgeois ? ». Hélas, nous ne croyons pas pouvoir partager cette opinion. Cette révolte apparente des jeunes en est-elle réellement une ? Peut-on qualifier ainsi un mouvement, une activité bruyante de lutte contre l'ennui ? Que réclament nos modernes « copains » ? De l'argent de poche et des engins motorisés. Affichent-ils des idées politiques révolutionnaires ? Attaquent-ils le militarisme, le cléricalisme, le capitalisme ? Pas le moins du monde. Ainsi que le remarquait Jean-Louis-Bory (1) analysant le film « yé-yé » : « D'où viens-tu Johnny ? » : « Les bons sentiments ruissellent. Les bêlements de cette jeunesse auraient déjà dû nous éveiller — yé-yé —, ces fauves sont des moutons. Rien dans la tête, peut-être, mais tout dans le cœur. Respect du mariage, respect des morts, respect de l'héroïsme militaire : on respecte tout. Cette jeunesse est respectueuse comme la putain sartrienne. La voilà prête pour des onze novembre. (...) Par Johnny et Sylvie interposés, des croulants rétablissent, aux yeux des jeunes, les valeurs sociales des adultes. Il y a détournement d'idoles. On a eu chaud. Le twist se range au service de la Famille et de la Patrie. Toujours prêts, les copains ! Comme les scouts ». On ne saurait mieux dire. Il n'est plus maintenant permis de se leurrer : les « revendications » des jeunes ressemblent de moins en moins à une véritable révolte.

Quant à la soif de liberté qui les anime, elle paraît également relever plus de la légende que de la réalité. Ils s'agglu-

ment pour former des bandes que des meneurs conduisent sans trop de difficultés. L'individu s'y efface inconsciemment en tant que tel pour ne devenir que la parcelle d'un tout. S'ils agissent ainsi, d'ailleurs, c'est qu'ils ne savent généralement quoi faire d'autre et qu'ils ne s'efforcent au fond que de « tuer le temps ». A leur sortie de l'école primaire, beaucoup se retrouvent sans occupation. Les collègues d'enseignement technique, en nombre insuffisant, doivent refuser une grande partie des candidats à leurs concours d'entrée, et les employeurs embauchent difficilement des adolescents de 14 ans. Or, on ne donne guère aux enfants le désir de se cultiver et on ne leur a pas appris à se distraire intelligemment. Résultat : ils se regroupent sur la place du village et sillonnent bruyamment les rues sur leurs vélomoteurs pour que les heures s'écoulent plus rapidement. Ceux qui ont la chance d'avoir trouvé un emploi ou de poursuivre leurs études les rejoignent à la fin de leur journée de travail et les jours de congé. La bande grossit. Plus on est de fous, plus on rit, plus le temps passe rapidement. « Il ne suffit pas de les préparer à gagner leur vie, dit justement Jean Guéhenno (2). Il faudrait leur enseigner à la vraiment vivre après qu'ils l'ont gagnée ».

Or, presque personne ne se charge de cette tâche. Les parents ont « autre chose à faire ». Fatigués par les obligations professionnelles et les trépidations incessantes de la vie moderne, ils n'aspirent qu'à « avoir la paix ». Pour ce, ils « collent » leur progéniture devant le poste de télévision — pendant ce temps, les « gosses » ne font pas de bruit — ou l'abandonnent dans la rue. Pour arranger les choses, l'Etat et la morale officielle encouragent encore le lapinisme et grâce aux allocations familiales se développent des familles qui trop souvent utilisent pour l'achat d'une automobile l'argent théoriquement destiné aux enfants. Ces derniers — parfois mal nourris et vêtus — se distraient et s'éduquent comme ils le peuvent dans les rues de leur village ou de leur ville. Quant à l'enseignement, tout se passe comme s'il n'avait essentiellement qu'une fonction économique : former des médecins, des ingénieurs, des contre-maitres, et non former d'abord des hommes. Les classes surchargées empêchent la bonne volonté de nombreux instituteurs et professeurs de porter ses fruits. Ils ne peuvent ni travailler comme ils le voudraient au développement des goûts et de la personnalité de chaque élève, ni se livrer à des activités post scolaires éducatives. La presse, la radio et la télévision, elles, travaillent à anéantir peu à peu toute trace d'individualité chez leurs jeunes victimes.

**

Peut-on croire avec certains que la jeunesse d'aujourd'hui représente, malgré tout, une grande source d'espoir de progrès humain, en raison du développement de la culture qui la caractérisait ? Nous avouons ne pas partager cet optimisme. Bien sûr, le nombre d'illettrés diminue de jour en jour du fait de l'obligation scolaire et peu d'adolescents ne savent ni lire ni écrire. Mais beaucoup d'instituteurs se plaignent d'une régression sensible et progressive du niveau

moyen de leurs élèves, et nul d'entre eux n'ignore que plusieurs enfants de leur école ne pourraient être éduqués avec profit que dans ces classes de perfectionnement qui, par leur nombre fort insuffisant, demeurent un vœu plus qu'une réalité. De plus, si l'on considère que savoir lire, ce n'est pas seulement savoir associer des signes et des sons, mais découvrir le sens profond d'un texte, trouver « entre les lignes » ce qui n'est pas exprimé, pouvoir porter un jugement valable sur ce texte et être capable de choisir des lectures dignes de ce nom, est-il beaucoup de jeunes sachant réellement lire ? Nous regrettons de devoir répondre négativement. Une augmentation quantitative moyenne des connaissances absorbées ne signifie nullement une augmentation qualitative de l'esprit critique, des facultés et du désir même de compréhension.

**

Nous faisons nôtre cette déclaration de Morvan Lebesque (3) : « J'appelle culture, en 1965, non plus un luxe, mais une nécessité. Non plus de l'Art pour quelques-uns, mais un style de vie pour tous. J'appelle culture un effort pour éveiller en chaque Français, sinon le goût du beau, du moins le dégoût du faux et du bête ». Or, il nous faut bien le constater, ce « goût du beau — et nous ajouterons : du juste — ne se remarque pas particulièrement chez nos enfants et adolescents, à de rares exceptions près. Participant à un stage de formation professionnelle suivi dans une école normale par des institutrices et des instituteurs remplaçants, nous avons pu constater avec stupeur que les hebdomadaires et revues politiques et littéraires leur semblaient inconnus, mais que les publications du style *Salut les copains* ! constituaient pour beaucoup, l'essentiel de leurs nourritures spirituelles.

**

Enfin, et cela nous semble encore plus grave, cette jeunesse nous paraît manquer terriblement d'idéal. Elle réduit le bonheur à la possession d'un appartement avec salle de bains et vide-ordures, d'une voiture, d'une collection d'appareils ménagers et de l'inévitable récepteur de télévision. Amasser la somme d'argent nécessaire à l'acquisition de tous ces ustensiles, tout en travaillant le moins possible, voilà la grande, si ce n'est l'unique préoccupation. Certes, nous souhaitons ardemment que chacun puisse bénéficier des avantages indéniables du confort matériel et d'une réduction importante des horaires de travail. Ce que nous regrettons, c'est de les voir considérer comme des fins et non comme des moyens. L'homme devrait s'efforcer de vivre en homme et non de se transformer peu à peu en machine perfectionnée destinée à tourner les boutons ou baisser les leviers d'autres machines, sur son lieu de travail comme à son domicile. Gagner du temps par l'usage d'un véhicule rapide ou d'une machine à laver moderne, n'est rien. Ce qui importe, c'est ce à quoi sera consacré ce temps. Tout le problème est là, lié à une juste conception du bonheur. Je ne puis à ce sujet que renvoyer le lecteur aux pages traitant de cette importante question, dans *Éléments d'Éthique Moderne*, de Gaston Leval.

(Voir suite page 6)

L'HUMANISME LIBERTAIRE

Gaston LEVAL

III L'ÉTAT

La définition marxiste de l'Etat est qu'il constitue une organisation autoritaire créée par la classe économiquement dominante pour maintenir sous son joug la classe économiquement dominée. Cette affirmation doctrinaire a pour conséquence pratique que le prolétariat peut et doit, en période révolutionnaire, employer l'Etat pour lutter contre les capitalistes — qui, pourtant, à ce stade des événements, sont déjà dépossédés et réduits à l'impuissance. — Comme c'est lui, le prolétariat, qui doit avoir en main les moyens de production et toute la richesse sociale, cet instrument de combat ne pourra exister que provisoirement et à son avantage, et le capitalisme, ou l'exploitation de l'homme par l'homme, ne pourra pas renaître.

Cette thèse, qui paraît savante et que tant Engels dans *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, que Lénine dans *l'Etat et la Révolution* ont exposée avec force érudition très orientée, est démentie par les faits, car elle part de prémisses théoriques dogmatiques et en impose à ceux qui ne vont pas plus loin. Et de même que les soins du jardinier peuvent faire provenir des frondaisons sur un arbre que sur un autre, les syllogismes de la « dialectique historique » sont parvenus à créer un corps de doctrine permettant que ce qui est faux au départ finisse par paraître vrai dans les développements ultérieurs.

Les choses ne sont pas si simples. Selon les théories marxistes, la propriété primitive était commune au sein des clans, mais l'apparition d'un outillage technique nouveau changea les conditions de travail, puis provoqua celle de la propriété individuelle par la fragmentation de l'exploitation du sol. Il en résulta la constitution d'une classe possédante et d'une classe dépossédée ; puis, l'instabilité devenant permanente à conséquence des luttes sociales, il fallut établir une autorité politique afin de maintenir un minimum d'ordre indispensable. Cette autorité devint l'Etat qui, avec le temps, ou rapidement selon les cas, se convertit en défenseur des privilégiés.

Dans le fatras des faits relatifs à la vie et au développement de l'humanité, avec ses régressions partielles dans le temps et dans l'espace, les affirmations les plus contradictoires trouvent toujours des apparences de preuves, ou des preuves partielles qui masquent, ou permettent de masquer la vérité générale. Toutefois, la thèse dont nous nous occupons ne résiste pas à l'analyse ou l'étude ou la recherche des faits dominants. Car ceux qui, rejetant les œillères doctrinales, étudient ces faits tels qu'ils sont ou ont été, savent, par exemple, qu'au long des millénaires, à chaque fois qu'une nation a été envahie ou subjuguée par des conquérants, ceux-ci se sont installés sur place, et ont exproprié à leur profit les occupants qui les avaient précédés. Tel fut le cas en Gaule après la conquête franque qu'avait précédée la conquête romaine ; tel en Angleterre après la conquête normande qu'avait précédée la conquête saxonne ; tel le cas de l'Espagne après la conquête wisigothique, puis après la conquête arabe. Lorsqu'ils n'ont pas exproprié les habitants, et changé les modes de tenure ou d'exploitation du sol, les vainqueurs ont fait travailler les autochtones à leur profit, et les ont rançonnés méthodiquement, comme firent les Arabes envers les Berbères en Afrique du Nord, les Turcs dans les pays balkaniques, les Mongols pendant leur domination en Asie occidentale et en partie de l'Europe orientale. En règle générale, c'est toujours l'homme armé qui a fait travailler les autres à son profit, et qui a pris possession du sol.

En grande partie, la propriété féodale fut, plus que le résultat des progrès techniques de l'agriculture — il n'y en eut guère au Moyen âge — celui de la violence exercée par les plus forts défendant s'il le fallait les serfs contre d'autres dominateurs, maintenant un certain ordre dont ils avaient besoin pour en tirer profit, ou de la domination régionale de guerriers érigés en seigneurs après l'effondrement des monarchies ou des empires centralisés. Le fait politico-militaire a dominé et déterminé les structures économiques et sociales. Voilà ce qu'enseignent les historiens qui ne sont asservis par aucune doctrine déformatrice, voilà ce qu'enseigne l'histoire objectivement étudiée.

D'autre part, dans les clans mêmes, où la propriété était commune, l'autorité politique apparaît d'elle-même. Elle ne prend pas d'emblée la forme de l'Etat, mais elle en constitue l'embryon. Ses bases ne sont pas assez vastes pour que les institutions autoritaires s'y développent à ce point, mais à mesure que le clan s'élargit, qu'il atteint aux dimensions de la tribu, les hommes de confiance au

service du roitelet, continuateur du chef de clan — qui détient toute l'autorité politique, religieuse et sociale, et dispose à son gré de la richesse économique — forment bientôt une caste de nouveaux dominateurs qui imposent leur volonté sur la forme de propriété, la répartition des biens, la possession des femmes, etc.

Il suffira que tel ou tel chef ait un esprit entreprenant, une volonté de dominateur stimulée par l'ambition naturelle à certains hommes, une certaine capacité d'administration pour élargir par la conquête ses territoires, et créer un royaume ou un empire. L'histoire de l'Afrique et de l'Amérique pré-colombienne le montre surabondamment. Et les « rassembleurs de terre » qui l'ont été parce qu'hommes d'Etat, et pour fonder ou pour élargir leur Etat, leur puissance, leur domination, ne se sont pas trouvés qu'en Russie.

Voilà ce qu'enseigne l'histoire sérieusement étudiée, ce que nous montre son développement dans toutes les parties du monde. Devant ces faits d'ensemble, les savantes explications de la méthode dialectique marxiste ne sont que des billevesées, qui faussent tant la recherche de la vérité du passé que celle des prévisions de l'avenir.

Car le problème de l'Etat se pose, à notre époque, tant pour le présent que pour ce qui lui succèdera, avec une acuité dont les hommes qui recherchent honnêtement les meilleures solutions possibles aux problèmes de l'humanité ne semblent, le plus souvent, avoir conscience. Cela s'explique en partie non seulement parce que l'étude du fait étatique, qui est une des dominantes de l'histoire, a été trop négligée, mais encore parce que, dans les régimes non totalitaires, l'Etat ne heurte pas directement le plus grand nombre des citoyens (comme le fait le capitalisme privé envers les travailleurs qu'il exploite). Plus encore, selon les étapes parcourues par les différentes nations, l'Etat absorbe, assimile en son sein une partie de ces citoyens qui deviennent à la fois tributaires et coparticipants de ses entreprises.

La mise en garde et la lutte pour la limitation des attributions de l'Etat n'est pas nouvelle. En Angleterre d'abord, en France ensuite puis aux Etats-Unis, la pensée libérale de Locke, de Montesquieu, de Jefferson et leurs amis, s'est efforcée de créer des barrières juridiques à l'impérialisme étatique, afin d'en limiter les abus. D'autre part, toute l'histoire est jalonnée de révoltes, d'insurrections paysannes contre les exactions du fisc et de ses fonctionnaires qui ruinaient les campagnes, portant partout la misère et le désespoir, vendant les biens des paysans, s'installant à demeure, jusqu'à ce que le dernier ustensile de ménage fût vendu, perquisitionnant minutieusement pour l'application de la gabelle, pillant les récoltes, paralysant la vie. On connaît la célèbre lettre de Fénelon à Louis XIV : « Sire, on vous trompe... », décrivant l'atroce situation qui avait fait diminuer de plusieurs millions d'êtres la population française à conséquence de la misère, à conséquence aussi des guerres entreprises par les rois, les empereurs, pour l'équilibre européen, des questions de succession, des ambitions dominatrices de caractère politique.

Contrairement à ce que l'on nous dit encore, ce n'est pas uniquement à conséquence du capitalisme, constitué en Europe occidentale au dix-neuvième siècle que les chocs sanglants des armées, les invasions militaires exterminant les populations, rasant les villes, incendiant les campagnes, se sont le plus souvent produits, mais à conséquence de la volonté conquérante des Etats et des hommes d'Etat. Les guerres et les conquêtes de Rome n'ont pas d'autres explications, ni celles d'Alexandre, ni les invasions mongoles et turques, ni l'extension de l'Empire de Charles-Quint et de Philippe II, ni la création de l'Empire d'Occident par Charlemagne, ni l'aventure sanglante de Napoléon.

Mais si, historiquement, l'Etat a été la guerre à l'extérieur, il fut aussi l'oppression à l'intérieur. Toutes les conquêtes de libertés nouvelles ont été obtenues par la lutte contre la domination des gouvernements, de leur bureaucratie, de leurs fonctionnaires, de leurs institutions. Il a fallu les arracher, lambeau par lambeau, en défendant les franchises municipales, en imposant le respect des chartes communales, en obligeant les rois absolus à accepter les garanties constitutionnelles, en faisant triompher le partage des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, en se battant pour empêcher le retour offensif de l'absolutisme.

D'autre part, l'exploitation de la nation par l'Etat a été, au cours de l'histoire, plus importante que celle pratiquée par le capitalisme, soit de nos jours, soit d'autres époques historiques. Déjà au temps d'Auguste, cinquante pour cent du revenu national de la Gaule allaient au fisc. Il en était de même dans les autres nations conqui-

ses. En Italie même, c'est avant tout le poids des impôts qui a fait fléchir la société romaine, c'est la vente des esclaves, main-d'œuvre servile et gratuite, procurée par la guerre, entreprise permanente d'Etat, qui a ruiné la petite propriété et contribué à démoraliser la population agraire, base de l'équilibre économique ; ce sont les coutumes de jouissance gratuite, éveillées et entretenues par les généraux enrichis grâce à la rapine et à l'exploitation officielle organisée de toutes les parties de l'Empire, qui ont corrompu dans une large mesure cette population et transformé le peuple en populace. En même temps, et nous voyons là, une fois de plus, l'influence du politique sur l'économique, c'est l'Etat qui avait provoqué l'apparition du capital au sens de grande entreprise économique privée, par la fabrication et le commerce des armes de César, ou d'Auguste, de Lucullus ou de Pompée, de tous les conquérants et de tous les empereurs.

Mais l'influence de l'Etat sur les structures économiques va beaucoup plus loin. Positive ou négative selon que l'on considère la disparition ou l'apparition de nouvelles formes de propriété ou de travail, elle a joué très souvent un rôle déterminant. Les « missi dominici » de Charlemagne, les comtes envoyés sur place, se sont emparés des terres et des fiefs des seigneurs qu'ils avaient mission de surveiller, ont constitué une nouvelle féodalité, et, à leur tour, de nouvelles castes seigneuriales. Avidé de nouvelles richesses, Elisabeth d'Angleterre a créé par dizaines les premiers grands monopoles afin d'en tirer des ressources financières, influençant par là l'évolution économique vers les formes du capitalisme moderne. Les guerres des empereurs et des rois d'Espagne ont ruiné la nation qui fut la plus avancée d'Occident sous l'influence de la civilisation arabe, l'inquisition, instrument de domination des Rois catholiques et d'Etat, a plongé ce pays dans une décadence dont il n'a commencé à s'arracher qu'au bout de plusieurs siècles. Tocqueville montre comment la centralisation politico-administrative poursuivie systématiquement en France depuis Louis XI et Henri IV, et qui atteignit son apogée au temps du « Roi Soleil » et de son successeur, a vidé les provinces françaises, non seulement de leurs meilleurs éléments humains, mais encore de leurs artisans les plus capables, les plus industrieux, au profit de la capitale ; le pays se ressent encore de ce déséquilibre général.

Nous pourrions multiplier les exemples, mais nous sommes prisonniers des limites qui nous sont imposées. Occupons-nous maintenant de l'immoralité foncière qui, au long des siècles, a caractérisé la politique de l'Etat.

Clemenceau disait, dans un discours célèbre, et avant qu'il ne fût devenu lui-même un grand homme d'Etat : « L'Etat, ah oui ! je le connais, il a une longue histoire, toute de meurtres et de sang. Tous les crimes, tous les parjures, les manquements à la foi jurée, se sont faits dans les siècles au nom de la raison d'Etat ». Il en est ainsi. Traités violés, alliances immorales, promesses bafouées, emploi de la duplicité, de l'hypocrisie, de la trahison à l'amitié comme à la parole donnée, reniement des traités, il n'y a pas de crimes réprouvés par la morale la plus élémentaire qui n'aient été commis par l'Etat, tant dans la politique nationale qu'internationale. Toujours, toujours, dans l'histoire de l'Etat, la raison du plus fort ou le cynisme politique ont été applaudis du moment qu'ils ont assuré la victoire.

Mais cette immoralité ne se limite pas au domaine politique. Avant l'implantation de la monarchie centralisée, les seigneurs féodaux battaient monnaie et multipliaient les péages, les droits, toutes les taxes à leur profit. L'exploitation de la nation par ces hobereaux dominateurs était illimitée. Toutefois les rois, et cela fut une des causes de la lutte entre l'Etat et le régime féodal, s'attribuèrent toutes ces fonctions, qu'ils étendirent aux limites de la nation — ce qui explique aussi leurs buts de centralisation. On retrouve par l'Etat, à tous les stades, des développements historiques où l'Etat triomphe, des faits semblables. De Justinien à Louis XV, de César à la chute de l'Empire romain, des siècles de l'apogée chinoise et même égyptienne, à Napoléon, les rois, c'est-à-dire l'Etat ont eu recours aux confiscations illicites, aux augmentations démesurées d'impôts directs et indirects, aux altérations monétaires éhontées (sous le règne de Jean le Bon, la valeur de la livre tournois changea plus de soixante-dix fois en dix ans), aux ventes, aux annulations et aux reventes des lettres de maîtrise, aux ventes, aux achats, et aux rachats obligatoires des libertés et des franchises municipales, aux ventes, aux achats, et aux rachats obligatoires des offices, aux banqueroutes et aux privilèges de toute sorte. Sous le règne de Saint Louis, qui fut le meilleur ou le moins mauvais de tous nos rois, la dévaluation monétaire fut telle et la ruine si totale qu'il fallut fabriquer de la monnaie de cuir : les métaux manquaient absolument.

Ces pratiques, conséquences des ambitions, des guerres et des entreprises de l'Etat, eurent pour conséquence de faire naître les monopoles financiers, et cela à peu près à toutes les époques historiques. Ce sont les rois, c'est l'Etat qui, en affermant le recouvre-

ment des impôts, en empruntant à des taux élevés quand il ne ne pouvait plus exproprier, firent naître les grands spéculateurs, les grands possesseurs d'argent ainsi enrichis, et qui, avec le temps, devinrent des capitalistes.

Historiquement, l'Etat est avant tout l'œuvre des légistes, alliés aux rois et employés par eux, des spécialistes de la jurisprudence et de l'organisation du pouvoir politique central.

Dans une partie du monde, il s'est démocratisé, mais cela ne signifie pas que la différence soit très grande entre ce que nous relevons dans l'Empire romain, ou sous le règne de Louis XIV. Si les partis politiques, si l'opposition, si les réminiscences de l'école libérale n'étaient pas toujours en éveil, nous verrions reparaître à nouveau des légions de fonctionnaires qui écraseraient bientôt les forces productives car l'impersonnalité de leur situation permet tous les abus.

L'Etat prend toutes les formes. Il est laïc ou théologique, militaire ou civil, démocratique ou dictatorial, libéral ou conservateur, fédéraliste ou centraliste, selon les idées, les intérêts, les époques, les situations, les partis dominants, la caste ou la classe des organisateurs. Nous n'aurons garde de confondre ces différentes conceptions et les applications auxquelles elles donnent lieu, nous reconnaissons qu'il y a une différence appréciable entre le pouvoir civil normal et le pouvoir militaire, entre un Etat libéral et un Etat totalitaire. Mais il est rare que l'Etat demeure longtemps libéral, surtout depuis l'étatisation mentale, psychologique des peuples, fruit de la politique systématiquement étatique du marxisme réformiste ou révolutionnaire. Cette espèce de fonctionnarisation intégrale de l'homme entraîne l'annulation du courage individuel, de l'initiative personnelle, de la liberté constructive et responsable, et fait que les masses s'incorporent de plus en plus à ce mastodonte aux ambitions croissantes. La conséquence sera ce qu'elle a été déjà aux temps où l'Egypte ne fut pas seulement pharaonique, aux périodes de démocratie chinoise ou romaine : les dépenses excessives de l'Etat pour plaire aux masses, écraseront l'économie ; insouciantes du résultat final, les masses finiront par imposer leur volonté, comme elles l'imposèrent aux temps des « panem et circenses », avec l'irresponsabilité de la bureaucratie paralysante et des bénéficiaires privilégiés. Le cancer multiforme envahit la société, et le moment viendra où les impôts ruineront ce qui restera d'économie sans que, par la corruption consciente dans certains cas, inconsciente dans d'autres, et généralisée toujours, il soit possible d'empêcher la décadence finale.

Il suffit, en ce moment même, de calculer le pourcentage prélevé par l'Etat sur le revenu national, sous forme d'impôts directs et indirects, et de comparer les véritables services rendus par lui pour constater que ces services coûtent toujours infiniment plus cher que ceux rendus par l'économie privée, où pourtant les détenteurs de la richesse sociale ne se privent pas de voler la société autant qu'il leur est possible. Mais l'Etat est aussi le vol organisé avec, pour ceux qui en sont victimes, moins de possibilités de défense.

Aujourd'hui même nous voyons, en France — et cela se produit ailleurs, par des cheminements divers — comment s'étend l'emprise étatique. Les différents plans quinquennaux ou autres, dont l'initiative est marxiste, tendent à organiser la production, à diriger les différentes activités économiques et culturelles. Par ses contradictions constantes, par les crises terribles dont nous rappelons l'horreur, le régime économique a, dans les nations capitalistes, justifié ou causé cette intervention. Mais ces raisons n'expliquent pas tout. Il y faut ajouter le caractère vorace de l'Etat qui, à toutes les époques, s'est toujours efforcé d'étendre son pouvoir aux domaines les plus divers et les plus profitables. Dans toutes les civilisations nous le voyons débordant le cadre initial dans lequel il s'est constitué. Il n'abandonne les positions conquises que quand il a ruiné ce qui leur servait de base, ou quand la révolte des populations, ou d'une partie d'entre elles, l'oblige à le faire.

Aujourd'hui, il est, en France, question d'organiser l'économie « concertée » sous l'égide de l'Etat, qui en prend l'initiative. Agriculture, industrie, transports, syndicats ouvriers, capitalisme, tout doit se coordonner pour l'application des plans. Ne voir dans cette vaste entreprise qu'une stratégie capitaliste, comme les partis anti-capitalistes l'ont vu hier dans la nationalisation, est une vue trop simpliste des réalités. Le problème est plus ample et plus profond. Toujours, obéissant à son dynamisme propre, aux ambitions croissantes de ceux qui sont à sa tête et le constituent, à la classe, bientôt devenue caste, qui le compose, et par un phénomène d'auto-fécondation s'augmente elle-même d'une façon illimitée en même temps qu'elle augmente ses attributions, l'Etat veut devenir maître aussi bien du travail que du capital ; et pour y parvenir, il cherchera l'appui des masses contre leurs exploiters si cela lui est utile. Car si l'Etat a servi le capital, il l'a aussi exploité et il l'exploite quand ses intérêts lui ont conseillé de le faire. Il suffit de se rappeler comment aux Etats-Unis, les grands revenus sont imposés jusqu'à 90 pour cent, et que l'impôt sur le capital, que l'on trouve déjà dans presque toutes les civilisations anciennes, a été

appliqué et développé en Angleterre, tant par les gouvernements conservateurs que par les gouvernements travaillistes.

Nous ne commettrons pas l'erreur de dire que tout ce qui a été fait par l'Etat au cours de l'histoire a été négatif, ni que tout ce qu'il fait le soit. Nous disons simplement qu'au-delà d'un certain seuil, d'une certaine limite l'emprise de l'Etat représente un mal et un danger qui peuvent être mortels. Le libéralisme économique à raison de le combattre et de le dénoncer, comme le firent Adam Smith, d'une certaine limite, l'emprise de l'Etat représente un mal tant fait les physiocrates ; mais le libéralisme économique lui-même, en justifiant l'exploitation de l'homme par l'homme et les

monstruosités qui caractérisent la naissance, puis le développement du capitalisme — lequel, non plus, n'a cependant pas fait qu'œuvre négative dans l'histoire —, a contribué, directement et indirectement à renforcer l'étatisme. C'est au-delà de ces deux forces qu'il nous faut chercher les solutions de l'avenir. C'est dans la mesure où l'humanité remplacera les structures organisationnelles qui dominent la société par le principe et la pratique de l'autogouvernement des hommes et des organisations humaines, et par conséquent en marge de l'Etat, que nous ne retomberons pas dans les servitudes politiques et économiques, et dans leurs conséquences mortelles, que nous y parviendrons.

Faut-il désespérer de la jeunesse ?

(Suite de la page 3)

Or, notre jeunesse, nous l'avons vu, ne sait souvent comment perdre ce temps qu'elle vient de gagner. Comment les jeunes travailleurs utilisent-ils leurs congés annuels ? Plusieurs jeunes collègues m'ont avoué qu'ils n'avaient guère embrassé la profession d'instituteur que pour les nombreux jours de vacances qui sont un de ses caractères. Cette position serait valable s'ils consacraient ces jours de vacances à se cultiver et à travailler d'une manière ou d'une autre à l'amélioration du sort de leurs semblables. Or, leur plus grand désir est de passer une partie de l'été allongés sur une plage, au milieu d'un troupeau d'individus dont la préoccupation capitale est de revenir plus bronzé que le collègue ou le voisin de palier. Et si nos contemporains sillonnent en voiture les routes de France, d'Italie ou d'Espagne, pendant les mois de juillet et d'août, c'est souvent, hélas, plus pour « avaler » des kilomètres que pour admirer des paysages ou des réalisations humaines.

*

Faut-il alors désespérer de la jeunesse ? Nous ne le croyons nullement. D'ailleurs, si aucun espoir n'était permis, nous n'aurions pas pris notre porte-plume pour rédiger cet article, préférant alors passer quelques heures à écouter de bons disques ou lire de bons auteurs. Nous n'avons pas dénoncé une situation que nous jugeons mauvaise pour le plaisir de lancer des lamentations stériles. Nous croyons que l'attitude égoïste d'une jeunesse avide surtout de jouissances matérielles est due essentiellement à une « civilisation » où la technique et l'argent dominant l'homme. Il convient donc à la fois d'œuvrer pour l'avènement d'un monde nouveau, socialiste et libertaire, qui seul, permettra le plein épanouissement de la personnalité humaine, et de travailler patiemment à redonner aux jeunes le sens du Beau, du Bien et du Juste. Parents, éducateurs, amis des jeunes et de l'homme, montrons-leur par tous les moyens, et d'abord par l'exemple, que le véritable bonheur est d'essence morale et intellectuelle plus encore que matérielle. Efforçons-nous de gagner leur confiance. Ce n'est qu'ainsi que de grands espoirs pourront alors être permis.

(1) Jean-Louis Bory : « Le yé-yé au service de la B.A. » (Arts, 6 au 12 novembre 1963).

(2) Jean Guéhenno : *Ce que je crois* - éd. Grasset.

(3) Morvan Lebesque : « Voyou, violence et orgues ». (Le Canard Enchaîné - 6 janvier 1965).

PAROLES DE PIE IX

« Avertissez les membres des associations catholiques que nous n'avons pas en vue les ennemis de l'Eglise (ceux-là sont connus), mais bien ceux qui propagent, et sèment la révolution en prétendant concilier le catholicisme avec la liberté ».

(Lettre à l'évêque de Quimper, 1873)

PROBLÈMES CONTEMPORAINS

Sous le titre général de « Problèmes contemporains » (1), le Groupe Humaniste Libertaire vient de faire paraître trois essais réunis en un volume que se doit de connaître et de posséder tout esprit curieux de disposer de documents sur la vie des travailleurs, leurs problèmes et leurs réalisations, et désireux de contribuer à une modification de l'organisation sociale actuelle.

Dans la première des études — « *L'Homme dans l'Industrie* » — Jacques Bouyé analyse l'évolution du travail moderne, le comportement du consommateur et du producteur, s'attachant spécialement au style de vie des techniciens, aucun progrès social ne pouvant être accompli sans leur accord ou leur participation. En effet, le fonctionnement des ensembles automatiques entraîne une disposition progressive du personnel très rapidement formé et, dans une entreprise en plein essor, O.S. et manœuvres ne totalisent que le quart de l'effectif, faisant place peu à peu à toute une hiérarchie de techniciens. Ces derniers, conduits à la spécialisation par la complexité des problèmes et habitués à utiliser à tout moment une documentation abondante, se trouvent un peu « perdus » hors de leur travail et se réfugient dans un monde d'appareils ménagers et de loisirs particuliers comme le ski, la voile ou l'automobile.

Pour vaincre leur indifférence sociale, leur passivité, il faudrait au moins, note Jacques Bouyé — technicien lui-même — leur « fournir des éléments technico-sociaux » semblables à ceux qu'ils reçoivent dans leur travail. Ne se bornant pas à analyser des situations, à les illustrer par des statistiques, notre camarade suggère ainsi des solutions, trace les grandes lignes des efforts à fournir, notamment dans le domaine éducatif, voulant lutter en particulier contre l'abêtissement du consommateur animé par un appétit quasi exclusif de jouissances matérielles, et contre l'esprit technocratique planificateur que met l'homme au service de l'économie.

Ce souci d'humanisme se retrouve également dans les deux études suivantes qui décrivent chacune une réalisation sociale non-étatique. Dans « *Une expérience passionnante par 5 000 ouvriers* », Laureano Riera relate l'essai d'autogestion d'un établissement frigorifique en Uruguay. En 1957, une crise économique provoque la fermeture de deux frigorifiques. Cinq mille ouvriers sont sans travail et personne ne veut acheter les entreprises fermées. Alors, quelques esprits audacieux, malgré l'opposition des capitalistes, des syndicats et des communistes nationalisateurs, parviennent à constituer une société coopérative acheteuse. Sans crédits bancaires, sans capital de roulement, devant se charger du passif

des ex-proprétaires, les travailleurs sont livrés à eux-mêmes. Ils réussissent ce tour de force de gérer une société qui devient en quelques mois l'exportatrice la plus importante du pays et d'augmenter considérablement les salaires.

Avec « *Ballobar* », c'est un autre exemple de réalisation humaniste que nous décrit Gaston Leval en nous montrant la formation et le fonctionnement d'une collectivité agraire pendant la Révolution espagnole. Sans statuts, sans règlement, tout le monde étant d'accord sur l'essentiel : « travailler en commun, jouir en commun des produits du travail, s'entraider autant qu'il est nécessaire pour le bonheur de tous et de chacun », la collectivité exploite les terres et malgré la présence au front d'un grand nombre d'hommes, on améliora le rendement grâce au perfectionnement des méthodes de travail. Quelques produits furent soumis au rationnement, les autres étant consommables librement. Des efforts furent faits dans le domaine de l'enseignement. Tous les enfants bénéficièrent d'une instruction obligatoire jusqu'à l'âge de quatorze ans, ce qui ne s'était jamais vu en Espagne.

Il n'est pas possible de montrer en quelques paragraphes toute la richesse des trois parties de cet ouvrage que le Groupe Humaniste Libertaire peut être fier d'avoir publié, car il prouve d'une part que la pensée libertaire, ni morte, ni sclérosée, s'intéresse aux problèmes actuels, et d'autre part que la réalisation effective d'organisations humanistes non étatiques ne relève pas de l'utopie, mais est affaire de conscience, de volonté et de courage.

(1) En vente aux Cahiers de l'Humanisme Libertaire, 3 francs franco.

NOS BUTS

Par humanisme libertaire, nous n'entendons pas une vague philosophie en marge des problèmes concrets que posent la vie sociale et l'évolution de l'humanité, mais une pensée vivante et une activité pratique pour la création d'une civilisation nouvelle. Il s'agit, certes, d'instaurer l'égalité économique, mais il s'agit aussi d'élever notre espèce à plus de bonheur et de dignité grâce à une éthique qui permettra de reconstruire la société pour et par l'homme. Le combat que nous menons est donc à la fois de caractère moral, intellectuel et matériellement constructif ; il vise à l'immédiat comme au lointain avenir.

Connaissance de Bakounine

II

BASES PHILOSOPHIQUES

Trois éléments, ou, si vous voulez, trois principes fondamentaux constituent les conditions essentielles de tout développement humain, tant collectif qu'individuel dans l'histoire : 1°) *l'animalité humaine* ; 2°) *la pensée* ; et 3°) *la révolte*. A la première correspond proprement *l'économie sociale et privée* ; à la seconde, *la science* ; à la troisième, *la liberté*.

(*L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*)

L'homme n'est pas le seul animal intelligent sur la terre... Mais dans l'homme seule elle (l'intelligence) arrive à ce point de pouvoir être nommée la faculté de pensée... Seul il est doué de cette puissance d'abstraction, fortifiée et développée sans doute dans l'espèce par l'exercice des siècles, et qui, l'élevant successivement en lui-même au-dessus de tous les objets qui l'environnent, au-dessus de tout ce qu'on appelle le monde extérieur, et même au-dessus de lui-même comme individu, lui permet de concevoir, de créer l'idée de la totalité des Etres, de l'Univers, de l'Infini ou de l'Absolu, idée toute abstraite et vide de tout contenu si l'on veut, mais pourtant toute-puissante et cause de toutes les conquêtes postérieures de l'homme, parce que seule elle l'arrache aux prétendues béatitudes et à la stupide innocence du paradis animal pour le jeter dans les triomphes et dans les tourments infinis d'un développement sans bornes...

Grâce à cette faculté d'abstraction, l'homme en s'élevant au-dessus de la pression immédiate que tous les objets extérieurs ne manquent jamais d'exercer sur chaque individu, peut les comparer les uns avec les autres, observer leurs rapports. Voilà le commencement de *l'analyse et de la science expérimentale*. Grâce à cette même faculté, il se dédouble et se séparant de lui-même en lui-même, il s'élève au-dessus de ses mouvements propres, de ses instincts et de ses différents appétits en tant que passagers et particuliers, ce qui lui donne la possibilité de les comparer entre eux comme il compare les objets et les mouvements extérieurs, et de prendre parti pour les uns contre les autres selon l'idéal (social) qui s'est formé en lui — voilà le réveil de la conscience et de ce que nous appelons la volonté.

(*Fédéralisme, Socialisme et Antithéologisme*)

Quand l'homme commence à observer avec une attention persévérante et suivie cette partie de la nature qui l'entoure et qu'il retrouve en lui-même, il finit par s'apercevoir que toutes les choses sont gouvernées par des lois qui leur sont inhérentes et qui constituent proprement leur nature particulière ; que chaque chose a un mode de transformation et cette action il y a une succession de phénomènes et de faits qui se répète constamment, dans les mêmes circonstances données, et qui, sous l'influence de circonstances déterminées, nouvelles, se modifie d'une manière également régulière et déterminée. Cette reproduction constante des mêmes faits par les mêmes procédés constitue proprement la législation de la nature : l'ordre dans l'infinie diversité des phénomènes et des faits.

La somme de toutes les lois, connues et inconnues, qui agissent dans l'univers en constitue la loi unique et suprême. Ces lois se divisent et se subdivisent en lois générales et en lois particulières et spéciales. Les lois mathématiques, mécaniques, physiques, et chimiques, par exemple, sont des lois générales qui se manifestent en tout ce qui est, dans toutes les choses qui ont une réelle existence, des lois qui, en un mot, sont inhérentes

à la matière, c'est-à-dire à l'Etre réellement et uniquement universel, le vrai substratum de toutes les choses existantes.

Les lois de l'équilibre, de la combinaison et de l'action mutuelle des forces et du mouvement mécanique ; les lois de la pesanteur, de la chaleur, de la vibration des corps, de la lumière, de l'électricité, aussi bien que celles de la composition et de la décomposition chimique des corps sont absolument inhérentes à toutes les choses qui existent, sans en excepter aucunement les différentes manifestations du sentiment, de la volonté et de l'esprit ; ces trois choses, qui constituent proprement le monde idéal de l'homme n'étant elles-mêmes que des fonctionnements tout à fait naturels de la matière organique et vivante, dans le corps de l'animal en général, et surtout dans celui de l'animal humain en particulier.

(*Considérations philosophiques*)

Chaque chose, dans toute l'intégralité de son être, n'étant rien qu'un produit, ses propriétés et ses modes différents d'action sur le monde extérieur, qui, comme nous l'avons vu, constituent tout son être, sont nécessairement aussi des produits. Comme telles, elles ne sont point des propriétés autonomes, ne dérivant que de la propre nature de la chose, indépendamment de toute causalité extérieure. Dans la nature et dans le monde réel, il n'existe pas d'être indépendant, ni de propriété indépendante. Tout y est, au contraire, dépendance mutuelle. Dérivant de cette causalité extérieure, les propriétés d'une chose lui sont par conséquent imposées ; elles constituent, considérées toutes ensemble, son mode d'action obligé, sa loi. D'un autre côté, on ne peut pas dire proprement que cette loi soit inspirée à la chose parce que cette expression supposerait une existence de la chose, préalable ou séparée de sa loi, tandis qu'ici la loi, l'action, la propriété constituent l'être même de la chose. La chose elle-même n'est autre que cette loi. En la suivant, elle manifeste sa propre nature intime, elle est. D'où il résulte que toutes les choses réelles dans leurs développements et dans toutes leurs manifestations sont fatalement dirigées par leurs lois, mais que ces lois leur sont si peu imposées qu'elles constituent au contraire tout leur être.

(*Considérations philosophiques*)

Ce que nous appelons l'immobilité, le repos, ne sont que des apparences grossières, des notions tout à fait relatives. Dans la nature, tout est mouvement et action : être ne signifie pas autre chose que faire. Tout ce que nous appelons propriétés des choses : propriétés mécaniques, physiques, chimiques, organiques, animales, humaines, ne sont rien que des différents modes d'action. Toute chose n'est une chose déterminée et réelle que par les propriétés qu'elle manifeste ; et elle ne les possède qu'en tant qu'elle les manifeste, ses propriétés déterminant ses rapports avec le monde extérieur ; d'où il résulte que chaque chose n'est réelle qu'en tant qu'elle se manifeste, qu'elle agit. La somme de ses actions différentes, voilà tout son être.

(*Considérations philosophiques*)

La liberté de l'homme consisterait-elle dans la révolte contre toute les lois ? Non, en tant que ces lois sont des lois naturelles, économiques et sociales, des lois non autoritairement imposées, mais inhérentes aux choses, aux rapports, aux situations dont elles expriment le développement naturel. Contre ces lois de la nature, pour l'homme, il n'est point de révolte possible, pour cette simple raison qu'il n'est lui-même qu'un simple produit de cette nature et qu'il n'existe

qu'en vertu de ces lois. Oui, en tant que ce sont des lois politiques et juridiques, imposées par des hommes à des hommes, soit par le droit de la force, violemment ; soit hypocritement, au nom d'une religion et d'une doctrine métaphysique quelconque ; soit enfin en vertu de cette fiction, de ce mensonge démocratique qu'on appelle le suffrage universel.

Si, dans l'univers, l'ordre est naturel et possible, c'est uniquement parce que cet univers n'est pas gouverné d'après quelque système imaginé d'avance et imposé par une volonté suprême. L'hypothèse théologique d'une législation divine conduit à une absurdité évidente, et à la négation non seulement de tout ordre, mais de la nature elle-même. Les lois naturelles ne sont réelles qu'en ce qu'elles sont inhérentes à la nature, c'est-à-dire ne sont fixées par aucune autorité. Ces lois ne sont que de simples manifestations ou bien de continues modalités du développement des choses et des combinaisons de ces faits très variés, passagers, mais réels. L'ensemble constitue ce que nous appelons « nature ». L'intelligence humaine et la science observèrent ces faits, les contrôlèrent expérimentalement puis les réunirent en un système et les appelèrent lois. Mais la nature elle-même ne connaît point de lois. Elle agit inconsciemment, représentant par elle-même la variété infinie des phénomènes apparaissant et se répétant d'une manière fatale. Voilà pourquoi, grâce à cette inévitabilité de l'action, l'ordre universel peut exister.

Un tel ordre apparaît aussi dans la société humaine qui, en apparence, évolue d'une manière soi-disant antinaturelle, mais en réalité se soumet à la marche naturelle et inévitable des choses. Seules, la supériorité de l'homme sur les autres animaux et la faculté de penser apportèrent dans son développement un élément particulier, tout à fait naturel, soit dit en passant, dans ce sens que, comme tout ce qui existe, l'homme représente le produit matériel de l'union et de l'action des forces.

(*Préambule pour la 2^e livraison de l'Empire knouto-germanique*)

Qu'est-ce que l'autorité ? Est-ce la puissance inévitables des lois naturelles qui se manifestent dans l'enchaînement et dans la succession fatale des phénomènes tant du monde physique que du monde social ? En effet, contre ces lois, la révolte est non seulement défendue, mais elle est encore impossible. Nous pouvons les méconnaître ou ne point encore les connaître, mais nous ne pouvons pas leur désobéir, parce qu'elles constituent la base et les conditions mêmes de notre existence.

Oui, nous sommes absolument esclaves de ces lois. Mais il n'y a rien d'humiliant dans cet esclavage, ou plutôt ce n'est pas même l'esclavage. Car l'esclavage suppose un maître extérieur, un législateur qui se trouve au-dehors de celui auquel il commande ; tandis que ces lois ne sont pas en dehors de nous : elles nous sont inhérentes, elles constituent notre être, tout notre être, tant corporel qu'intellectuel et moral ; nous ne vivons, nous ne respirons, nous n'agissons, nous ne pensons, nous ne voulons que par elles. En dehors d'elles, nous ne sommes rien, nous ne sommes pas.

(*L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*)

Vis-à-vis des lois naturelles, il n'est pour l'homme qu'une seule liberté possible : c'est de les reconnaître et de les appliquer toujours davantage, conformément au but d'émancipation ou d'humanisation tant collective qu'individuelle qu'il poursuit. Ces lois une fois reconnues exercent une autorité qui n'est jamais discutée par la masse des hommes.

(*Ibid.*)

LYSSENKO

Robert LEFRANC

Celui qui, depuis l'épogée de l'époque stalinienne, et grâce à l'appui de l'incommensurable monstre qui, pendant trente ans a dominé sur la Russie, grâce aussi, par la suite, à l'inexplicable soutien de Kroutchev, a fait la loi et imposé sa dictature dans les milieux scientifiques russes, vient, enfin, d'être écarté des postes de direction et honorifiques qu'il occupait. L'aventure de Lyssenko — huit fois décoré de l'ordre de Lénine — est invraisemblable. Seuls les régimes absolutistes peuvent donner lieu à de tels cas.

Charlatan parvenu, grâce à une savante exploitation de la flatterie nationaliste et de la flagornerie politique, il construisit, en se basant sur les affirmations de Mitchourine — un jardinier qui s'était livré à quelques expériences, sur les croisements, les hybridations, la génétique et l'hérédité dans les végétaux — à la création d'une biologie « marxiste », basée sur le matérialisme dialectique. Cela afin de battre en brèche la science « réactionnaire » (et l'on sait que pour ces gens, comme ce le fut pour Marx lui-même, tout ce qui ne répond pas au matérialisme tels qu'ils le conceivent est réactionnaire).

Le moindre bon sens et la moindre honnêteté nous disent qu'il n'y a pas de science de classe ou de parti. Mais il fallait que la « science marxiste » domine en Russie. On écouta donc comme fausses et « décadentes » les thèses, éprouvées par les savants du monde entier sur la biologie, surtout les thèses de Mendel concernant le mutationisme et la non hérédité des caractères acquis. Lyssenko affirmait avoir résolu le problème de la direction de l'hérédité. Par la modification des conditions ambiantes, de la nourriture, du mode de vie, on pouvait, affirmait-il, modifier à volonté les espèces. Cela devait permettre de créer des plantes nouvelles, d'obtenir des rendements inimaginables. La presse communiste a, des années durant, proclamé que des résultats extraordinaires étaient obtenus en agriculture et en élevage, des variétés nouvelles de légumes, de fruits, de céréales, de tubercules ouvraient des perspectives insoupçonnées en agriculture, on obtenait même du coton de différentes couleurs, le bétail se multipliait à une cadence prometteuses, et les vaches de Kostroma, et d'ailleurs, donnaient infiniment plus de lait que les vaches capitalistes.

Toujours inspiré par le charlatanisme de Lyssenko, et par ses méthodes, le gouvernement soviétique, sous Staline puis sous Kroutchev, entreprit des plantations forestières, si nécessaires dans certaines régions de Russie, et en 1959, on calculait qu'un milliard de roubles avaient été dépensés pour ces expériences géantes qui ont totalement échoué.

Mais surtout, le représentant de la science marxiste, — particulièrement de la « biologie » marxiste — a mené contre les biologistes non marxistes une

guerre infâme, employant non seulement les méthodes polémiques malpropres, mais ayant recours à la dénonciation, à la délation, faisant arrêter, déporter (au temps de Staline) certains hommes de science en désaccord avec lui. Enfin, après le départ de Kroutchev, qui le soutenait obstinément, — et l'on se demande pourquoi, si ce n'est cette obstination fanatique d'avoir, malgré tout, une science partisane et soi-disant révolutionnaire — le bonhomme a été débarqué. Ses adversaires, les chercheurs et les savants authentiques, ont déclaré que les théories mitchouriennes et la domination de Lyssenko avaient pendant trop longtemps interrompu, freiné, empêché le développement de la science biologique en Russie. Ce n'est que trop vrai.

Mais c'est aussi un exemple du mal que le despotisme peut causer, non seulement du point de vue humain et intellectuel, mais du point de vue matériel, économique même. La création du blé, du maïs hybride, et d'autres variétés végétales nécessaires à l'alimentation humaine a, pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, permis l'augmentation des rendements de l'agriculture occidentale de façon appréciable. Sans doute les récoltes auraient-elles été plus abondantes en Russie si l'on avait appliqué les méthodes dérivées de la biologie mendélienne. Mais il aurait fallu pour cela qu'un Lyssenko ne puisse imposer sa dictature. Donc, qu'il n'existe pas de régime dictatorial.

La liberté, cela va beaucoup plus loin qu'on ne suppose.

LA FÉODALITÉ ECCLÉSIASTIQUE AU XI^e SIÈCLE

Imbart de la Tour

Dernière assise du régime, l'immunité. C'est par elle que se constitue la féodalité ecclésiastique. L'Eglise a suivi l'exemple du siècle. Comme les grands laïques, ses chefs auront leur part des dépouilles du roi. Evêques, abbés, chapitres ou couvents, ils deviennent des seigneurs.

Eux, du moins, ont un titre. Dès le septième siècle, l'immunité a fermé une foule de domaines religieux aux agents royaux ; au neuvième, des concessions positives ont aliéné en faveur des évêchés et des monastères l'impôt, la monnaie, le marché public ou les droits régaliens eux-mêmes ; au dixième, dans certaines villes, la royauté abandonne à l'évêque la juridiction du comte. Ces aliénations de souveraineté se continuèrent, mais elles devinrent l'octroi des seigneurs. Héritiers du roi, ils ont pris ses charges. Par piété, par calcul, par remords, ils accordent l'immunité aux terres qu'ils donnent, ou aux couvents qu'ils fondent. En cela, grands et petits rivalisent. Cluny doit son existence à un duc d'Aquitaine, Guillaume le Pieux ; Saint-Pons, au comte de Toulouse ; la Trinité de Vendôme, à un comte d'Angers. Que d'autres abbayes tiennent leur origine et leurs privilèges

d'un principule local ! Celui-ci ne cédera pas seulement sa terre, mais ses droits seigneuriaux. Lisez cette charte de Geoffroy de Sablé, fondateur de Solesmes. Il vient de céder à son abbaye des terres, des églises, des moulins, des villages et il ajoute : « Sur toutes les terres de ces villages, je quitte toutes coutumes, c'est-à-dire la vicairie (justice), les forestages, les droits de chasse, les bans, les charrois... mes coutumes payées par les hommes dans le bourg, hors du bourg, sur la voie publique, hors la voie publique », et il interdit à ses officiers d'y pénétrer. Voilà une seigneurie nouvelle qui se constitue. Au onzième siècle, au douzième siècle, à l'époque des croisades, leur nombre ne fera que se multiplier. Quelques-unes de ces donations sont très importantes. C'est ainsi qu'à Beauvais le pouvoir comtal fut cédé à l'évêque par le comte de Champagne en échange du château de Sancerre.

La féodalité ecclésiastique s'étendait donc à son tour. Et si elle ne réussit pas, comme en Allemagne et en Lombardie, à créer des principats de vastes souverainetés comparables à celles des comtes ou duchés régionaux, elle a au moins couvert le royaume de ses innombrables seigneuries éparpillées. Evêchés, chapitres, abbayes ne sont pas, en effet, uniquement un lieu sacré garanti par sa charte de toute emprise du dehors. Ils forment un groupe de terres, de bourgs, de châteaux, essayés un peu partout, apport sans cesse grandissant de générations et de générosités nouvelles, et qui dépasse infiniment l'enceinte d'une ville ou les limites d'un diocèse. L'évêque de Paris possédera au douzième siècle la plupart des villages de la banlieue : Ivry, Gentilly, Garches, Combs-la-Ville, des terres en Poitou et en Champagne ; Marmoutiers aura des domaines en Touraine, en Vendômois, en Blésois, en Anjou, en Poitou ; Cluny, en Bourgogne, en Aquitaine. Sur la plupart de leurs lots, les chefs ecclésiastiques ont réussi à étendre l'immunité, à ajouter la seigneurie politique à la propriété du sol : enclos où nul ne peut pénétrer par la force. Plus d'un seigneur local s'y hasarderait, mais presque toujours l'Eglise saura se défendre et aura le dernier mot.

(Histoire politique de la nation française)

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

L'Enfance en croix, récit par Gaston Leval (224 pages, 7 F)

Éléments d'éthique moderne, par Gaston Leval (105 pages, 2,50 F)

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, 2 F)

Le Monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, 3 F)

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin, par Georges Las Vergnas (5,50 F)

Joies et fruits de la lecture, par Roger Hagnauer (202 pages, 6,70 F franco)

L'expression écrite et orale, par Roger Hagnauer (290 pages, 10 F franco)

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : 8 F. - Etranger : 10 F. - L'exemplaire : 0,70 F.

Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins, BIEVRES (Seine-et-Oise) - C.C.P. Paris 5935 - 17**

DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar-Quinet, PARIS (14^e)